

PILLAGE DES RESSOURCES NATURELLES MALGACHES : QUAND LA CRISE FAIT DIVERSION



Le 27 mars dernier, les associations environnementales établies à Madagascar ont lancé un cri d'alarme face au **dépouillement des forêts primaires** que l'**instabilité politique** du pays rend presque imperceptibles. Unissant leurs voix, ces organismes œuvrant pour la conservation des ressources naturelles et le bien durable des communautés locales ont exhorté citoyens et pouvoirs publics à réagir face à ce rapt, rappelant au passage à quel point

la survie des populations autochtones demeurait tributaire de ces **richesses naturelles** ...

Au cours des 20 dernières années, Madagascar a entrepris des efforts significatifs pour freiner la dégradation de son environnement naturel et préserver sa biodiversité unique, orientant sa politique sur la voie d'un mode de développement durable. Conscient que ces problèmes de détérioration des écosystèmes étaient liés à la situation économique et à la pauvreté, le gouvernement a élaboré un Plan National d'Action Environnemental (PNAE) avec l'appui de la Banque Mondiale, des agences internationales et de certaines organisations non gouvernementales.

Ainsi, la Charte de l'Environnement adoptée sous forme de loi d'Etat qui constitue le cadre général de ce plan spécifique, exprime clairement le lien entre la protection de l'environnement et le développement économique du pays afin que le démantèlement de la " spirale de dégradation " bénéficie principalement aux populations les plus démunies tout en préservant l'exceptionnelle richesse en Biodiversité.

Mais aujourd'hui, comme l'explique ce garde forestier désabusé, « *ce sont des décennies d'efforts qui risquent d'être réduites à néant, juste pour l'argent...* ».

En effet, depuis une semaine, le parc national de Marojejy a publié une déclaration sur son site Internet indiquant qu'il était fermé temporairement. Une mesure jugée nécessaire par la direction en conséquence de l'anarchie régnant depuis le début des troubles politiques, les pillages étant devenus un fléau quotidien à l'intérieur du parc...

Ainsi, de nombreux témoins racontent que des bandes d'hommes armés dépouillent les forêts primaires de leur ressource la plus précieuse, le bois de rose. Etant donné que toute l'attention est tournée vers les remous sociaux qui agitent le pays, ils profitent de ce dérivatif pour intensifier le commerce illicite de ce bien public mondial qui pousse naturellement dans cette région du monde.

La survie des populations des très menacés lémuriens propithèques soyeux, n'existant que dans le parc et dans les zones environnantes, pourrait également être mise en péril en raison de ces activités frauduleuses.

« *La fermeture d'un parc national en raison d'une exploitation illégale est sans précédent. C'est un signe réellement alarmant dans une aire protégée censé être un sanctuaire pour la biodiversité* » commente Gilles Moynot, Chargé de programme forêt au sein du WWF-France.

Il est craindre que d'autres parcs soient victimes de ces pillages des ressources naturelles. Et à ce rythme là, c'est l'ensemble de la faune et de la flore endémiques de Madagascar qui risque d'être dévasté à cause de l'instabilité politique que connaît le territoire...

Or, au-delà de leur valeur inhérente, ces richesses naturelles - sources de fierté nationale – apportent des bénéfices concrets et des services directs à la population malgache, lui fournissant entre autres eau, nourriture, énergie et revenus. Elles garantissent également le développement des secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'artisanat ou encore du tourisme.

Et justement... beaucoup de gens qui vivaient du tourisme, les guides, les porteurs, les petites gargotes ou autres épiceries, se retrouvent aujourd'hui dans une situation difficile et très paradoxale. Sans autre ressource pour survivre, il se pourrait bien que nombre d'entre eux se tournent désormais vers ces trafics de bois de rose bien plus lucratifs.

Ce pillage ouvert et organisé de bois précieux dans plusieurs forêts naturelles, y compris dans des aires protégées dont certains parcs nationaux déclarés comme sites du Patrimoine Mondial remet fortement en question la protection de l'environnement sur le long terme dans le pays. Il en va de même pour l'intensification du commerce illicite d'espèces sauvages, notamment de reptiles tels que les tortues terrestres, tant sur le marché national qu'international, ainsi que de la recrudescence de pratiques destructrices dans les aires protégées et zones sensibles, telles que les opérations minières illicites ou la défriche-brûlis.

C'est pourquoi, les ONG appellent les autorités compétentes et les citoyens malgaches à agir urgemment pour que de tels actes soient fermement réprimés et punis et que les ressources naturelles ne soient plus otages de situation de crises politiques et d'urgences post-cycloniques.

Ces actes déplorables, encouragés par l'impunité qui prévaut actuellement, ne font que contribuer à l'appauvrissement du pays et à priver les générations futures du peuple malgache de leur héritage naturel unique. D'autant que cette spoliation nationale ne s'exerce qu'au non de profits personnels ponctuels. Le jeu en vaut-il vraiment la chandelle ?

Source : <http://www.wwf.fr/s-informer/actualites/pillage-des-ressources-naturelles-malgaches-quand-la-crise-fait-diversion>
